

Rapport du

COMITÉ POUR LES LÉGUMES

Présenté à la 94^e Assemblée générale annuelle du
Conseil canadien de l'horticulture

à l'hôtel Westin Ottawa, Ottawa (Ontario)
Le 10 mars 2016

Président et membres du Conseil canadien de l'horticulture

Prix et rendements

La production maraîchère canadienne a connu des rendements relativement bons en 2015. En Ontario, la saison a commencé avec un peu de retard, à cause d'un début de printemps sec suivi d'un mois de juin très pluvieux qui a mené à de la maladie dans les champs. Cependant, les producteurs ont pu récupérer une bonne partie des pertes avec de bons rendements en fin de saison. Pour ce qui est des maritimes, comme en Ontario, le printemps a été extrêmement difficile avec des pluies abondantes suivies d'un été très humide et chaud causant en Nouvelle-Écosse un record de maladie dans les champs : du jamais vu en 25 ans.

En contrepartie, les prix se sont maintenus à un bon niveau. Pour ce qui est de la Colombie-Britannique, la région a connu une belle année avec un été chaud et sec conduisant à un haut rendement de récoltes, principalement au niveau des légumes d'entreposage où l'on a enregistré une augmentation du volume de 20 % par rapport à 2014. Finalement, pour la région de Québec, la saison 2015 a été la meilleure des 10 dernières années, autant en rendement qu'en volume et en prix. Le facteur du taux de change combiné au problème de sécheresse en Californie a favorisé l'exportation de nos produits sur la Côte Est américaine et, par le fait même, a créé une pression des prix vers la hausse. D'ailleurs, ces facteurs ont eu un impact favorable sur les prix pour toutes les régions du Canada.

Accès au marché

J'ai eu l'opportunité de rencontrer durant l'année les bureaux de direction de Loblaws, Métro et Sobeys. L'objectif de ces rencontres consistait à sensibiliser les distributeurs à l'importance de privilégier leurs fournisseurs locaux de fruits et légumes, de considérer un produit local comme un produit à valeur ajoutée et d'évoluer dans leurs stratégies de promotion sur la fixation des prix qui sont les mêmes depuis des années.

Ils m'ont tous mentionné faire des efforts afin de favoriser les produits locaux, mais que la concurrence féroce entre les distributeurs les incitait à négocier le meilleur prix possible. D'autre part, ils ont démontré une certaine inquiétude face à la faiblesse de notre dollar et la possibilité que nous favorisions le marché de l'exportation pour nos produits au détriment du marché local. Je leur ai partagé mon point de vue stipulant que, dans la majorité des régions, l'offre de fruits et légumes locaux est plus forte que la demande locale. Les années 2015-2016 permettront certes à nos producteurs d'obtenir un meilleur rapport de forces dans leurs négociations avec les distributeurs, mais ceux-ci n'ont pas à s'inquiéter de la disponibilité du volume et de la fidélité des producteurs.

Les trois chaînes d'alimentation sans exception souhaiteraient que les producteurs de légumes canadiens mettent davantage d'énergie dans le développement des cultures de légumes biologiques et ethniques tels que l'okra, le daikon, le zucchini gris, etc. La demande pour ces variétés de produits est en forte hausse. Je me suis engagé à vous faire le message, tout en leur expliquant que nous

produisons dans un climat nordique et que le développement de nouveaux produits nous expose à des risques énormes. Et contrairement à d'autres pays, nous avons très peu de soutien de l'État pour affronter ces risques.

Enjeux et tendances

Dans un contexte de réchauffement climatique, notre secteur est appelé à relever d'importants défis. Dans la plupart des régions, les réglementations sur l'environnement sont de plus en plus sévères. Qu'il s'agisse de l'utilisation de l'eau, du développement du territoire ou de l'utilisation des pesticides, pour que nommer ceux-ci, notre secteur est confronté à des exigences de plus en plus strictes. Le producteur ne pourra faire face seul à ces nouvelles obligations. Voilà pourquoi il est important de sensibiliser nos gouvernements à notre réalité en leur soumettant des programmes d'aide vraiment ciblés. Les programmes de sécurité du revenu doivent absolument être mieux adaptés et bonifiés en fonction de l'ampleur des risques liés au phénomène des changements climatiques. Même chose pour les programmes en recherche et innovation qui doivent être accessibles et adaptés de façon à nous permettre de profiter des opportunités du réchauffement climatique tout en nous prémunissant des menaces.

Nous entrons dans une ère de conjoncture économique favorable. Notre dollar devrait se maintenir aux alentours de 0,70 \$ US pour au moins un an ou deux, selon les analystes. Cette faiblesse de notre dollar favorisera notre position concurrentielle face à nos cousins américains, ce qui devrait avoir un impact positif sur les exportations en plus de nous permettre de maintenir des prix à un niveau acceptable face à des produits importés plus dispendieux. Il est primordial d'avoir en main tous les outils nécessaires afin de profiter au maximum de cette fenêtre d'opportunité.

En conclusion, je me dois de remercier chaleureusement l'équipe dévouée du bureau national du CCH pour la défense des intérêts du secteur de l'horticulture à Ottawa.

Le tout respectueusement soumis au président et aux membres du Conseil canadien de l'horticulture par le président de la culture maraîchère.

André Plante
Président du Comité
Le 10 mars 2016